

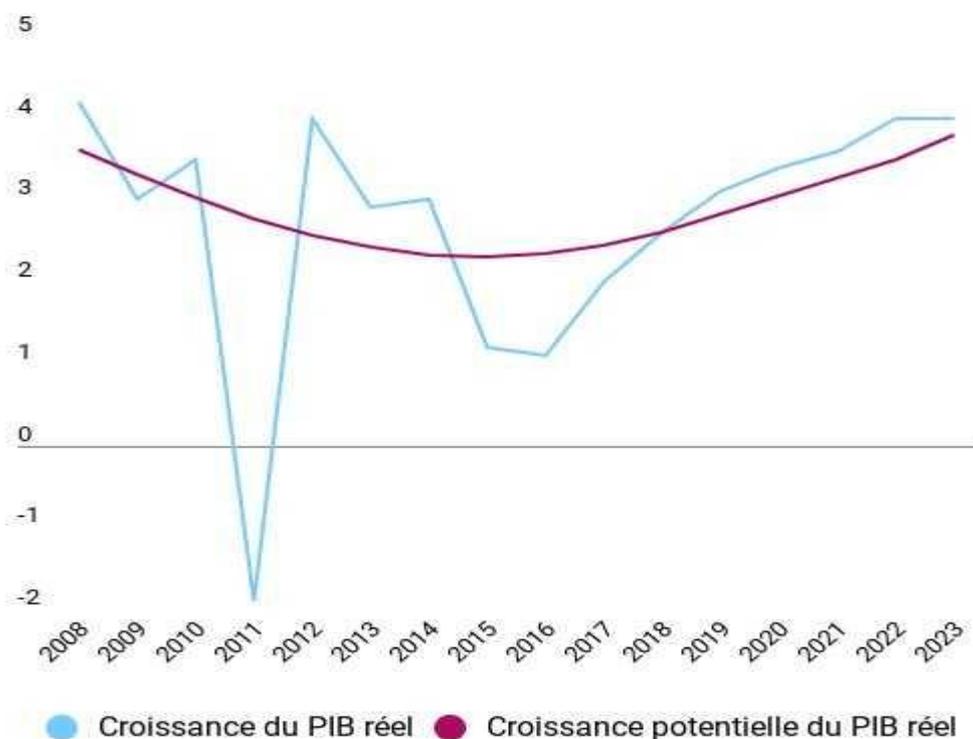
FMI : Quatre graphiques pour illustrer les perspectives économiques de la Tunisie

Dans un communiqué publié le 22 octobre 2018, le Fonds Monétaire International a évalué les perspectives économiques de la Tunisie en 4 graphiques.

L'inflation a diminué, s'établissant à 7,5 % en août, et le déficit courant — lorsqu'un pays importe davantage de biens, de services et de capitaux qu'il en exporte — s'est réduit de 1 % du PIB. Pour préserver la reprise en cours, les autorités devraient envisager de réformer les subventions à l'énergie, d'imposer des limites plus strictes à l'embauche et à la rémunération dans le secteur public, de réformer les retraites et de relever encore les taux d'intérêt.

Elles enregistrent déjà des avancées tangibles. Par exemple, l'État ajuste régulièrement les prix de l'énergie afin d'atténuer les effets du choc pétrolier. Il a également autorisé la banque centrale à procéder à des adjudications concurrentielles de devises afin de soutenir la liquidité du marché des changes. En outre, une loi adoptée en juillet permettra à l'Instance nationale de lutte contre la corruption de contrôler plus facilement le patrimoine des hauts fonctionnaires. En renforçant la transparence, ce texte devrait améliorer la confiance de la population dans la bonne gestion des affaires publiques et limiter le risque de corruption et d'enrichissement illicite.

Une reprise plus solide s'annonce La croissance du PIB réel, tirée par l'agriculture et le tourisme, devrait atteindre 2,6 % en 2018. (en pourcentage)

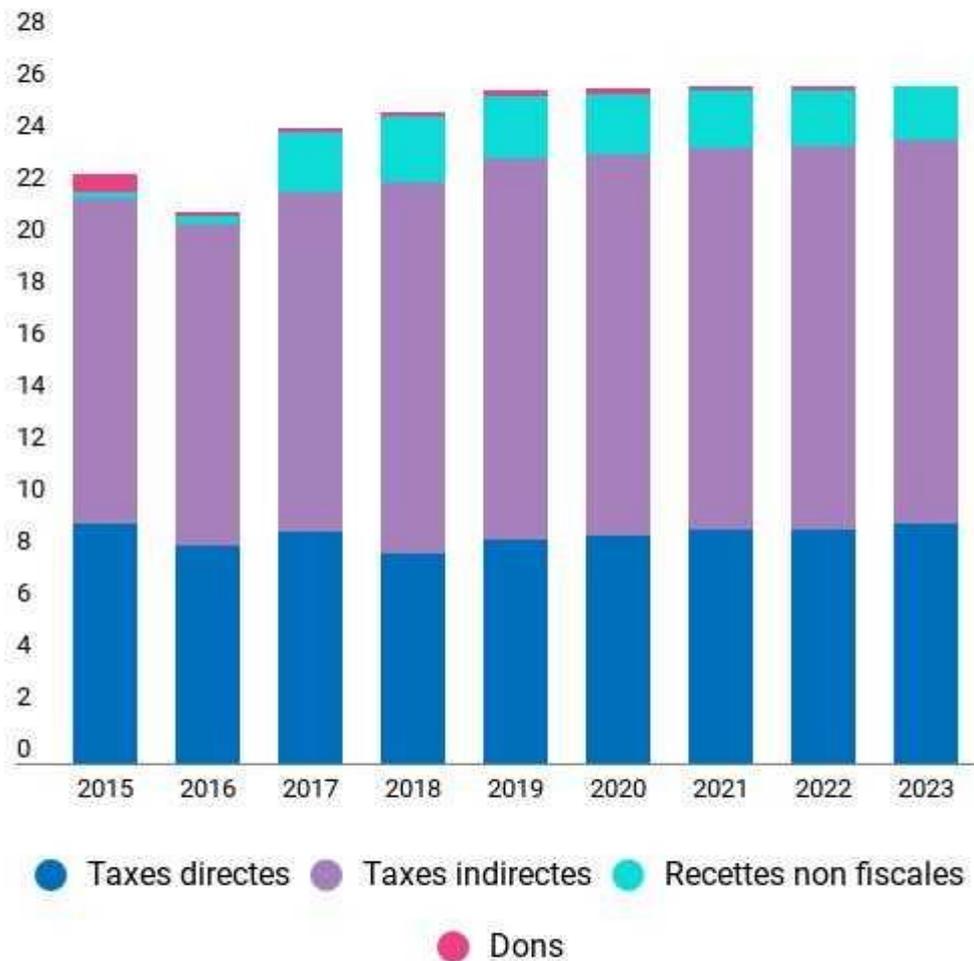


Sources : autorités tunisiennes ; Nations unies ; estimations et calculs des services du FMI.

La croissance du PIB réel, tirée par l'agriculture et le tourisme, devrait atteindre 2,6 % en 2018. Elle a d'ailleurs accéléré au cours des trois derniers trimestres, ce qui indique que la reprise économique est relativement solide. Ce mouvement est dû au secteur agricole (+ 9 %) et à celui des services (+ 3,6 %), surtout grâce aux résultats encourageants dans les domaines du tourisme, des transports et de la finance.

Un code des impôts plus moderne Les recettes devraient augmenter jusqu'en 2020 grâce à des réformes fiscales ambitieuses.

(en pourcentage du PIB)



Sources : autorités tunisiennes et projections des services du FMI.



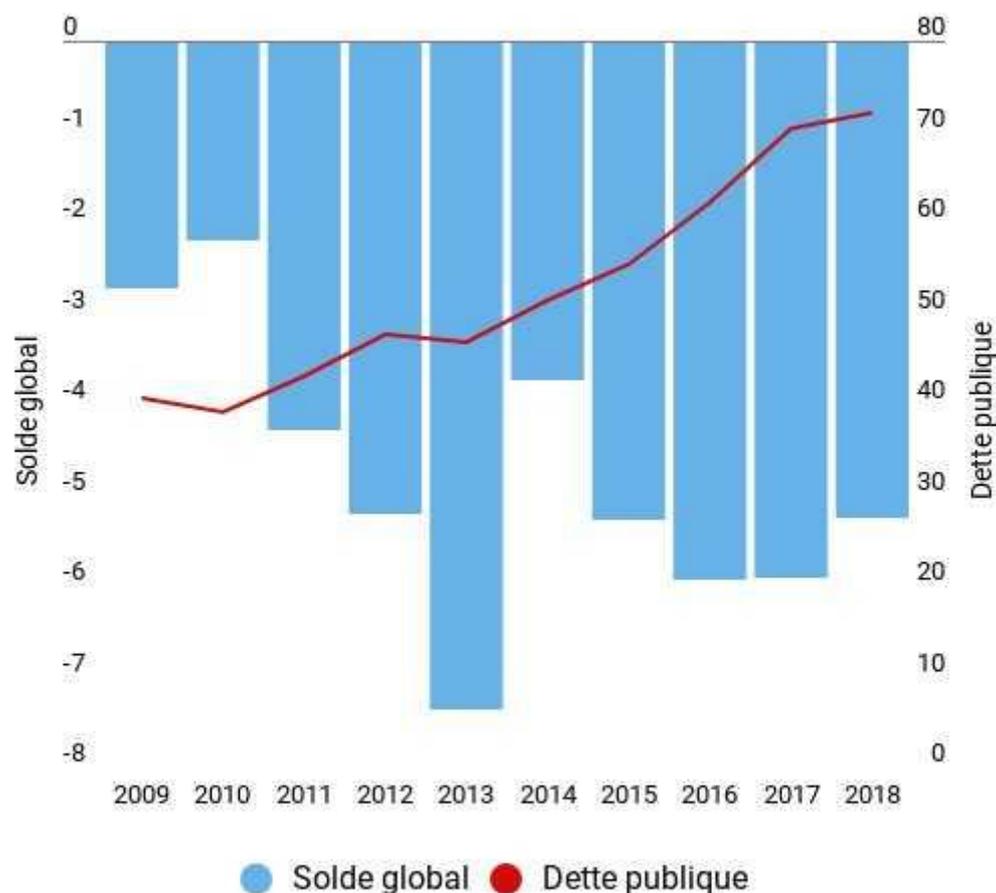
FONDS MONÉTAIRE
INTERNATIONAL

Les possibilités de réformer plus avant la fiscalité sont restreintes, après la mise en œuvre d'un ambitieux train de mesures en 2018, mais la suppression progressive des exonérations fiscales dont bénéficient les fonctionnaires augmentera l'année prochaine les recettes issues de l'impôt sur le revenu. Par la suite, les autorités entendent inscrire à la loi de finances pour 2019 deux mesures qui sont importantes sur le plan de l'équité, mais n'auront pas un impact immédiat. En premier lieu, elles prévoient d'éliminer le régime fiscal préférentiel en faveur des sociétés offshore, dès 2019 pour les nouvelles entreprises et en 2021 pour toutes les sociétés de ce type.

Elles comptent également faire passer le taux de la TVA sur les services fournis par les professions libérales de 13 % à 19 %. La hausse des recettes au cours des prochaines années permettra de développer l'investissement public, notamment dans la santé et l'éducation. Les autorités comptent en outre renforcer encore la collecte de l'impôt et rationaliser l'administration fiscale en regroupant toutes les fonctions (administration, audit et recouvrement) dans une seule structure.

Vers un déficit en baisse pour 2018 Un resserrement budgétaire contribuerait à stabiliser la dette publique.

(en pourcentage du PIB)

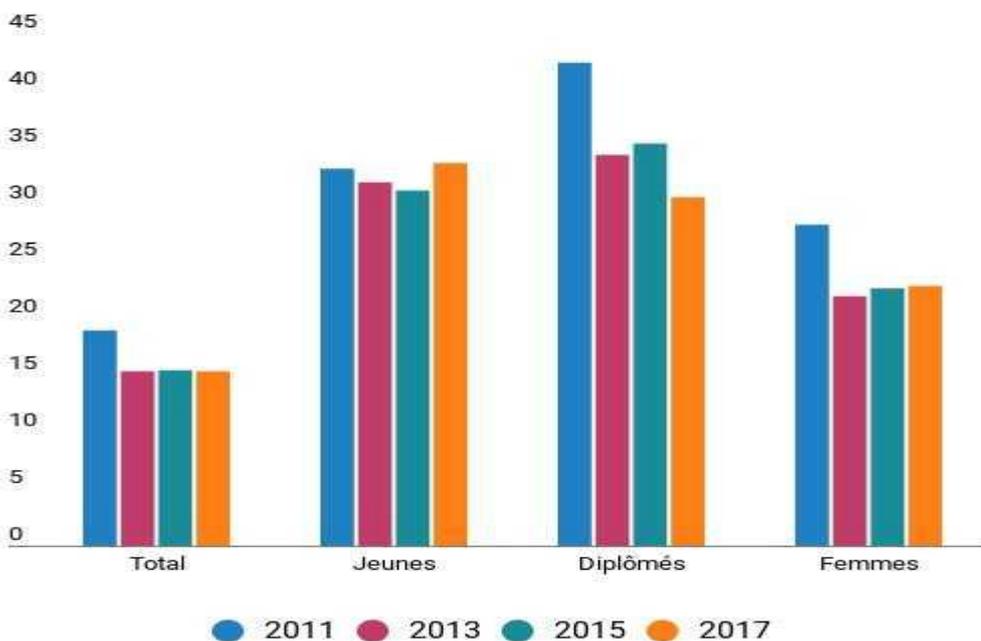


Sources : autorités tunisiennes et projections des services du FMI.

Grâce à une discipline budgétaire rigoureuse pour compenser l'impact du choc pétrolier, le solde budgétaire global devrait tomber à 5,2 % du PIB en 2018. Conjuguée à un régime de change flexible, cette politique contribuera à ramener le déficit courant à 9,7 % du PIB. Un resserrement budgétaire stabiliserait également la dette publique, qui devrait s'élever à 72 % du PIB en 2018.

Où sont les emplois ? Le chômage reste élevé, en particulier parmi les diplômés, les jeunes et les femmes.

(en pourcentage)



Sources : autorités tunisiennes ; Nations unies ; estimations et calculs des services du FMI.

Le chômage touche plus de 15 % de la population active totale, et les chiffres s'envolent pour les jeunes et les femmes. Le taux de chômage des jeunes diplômés a baissé par rapport à 2011, mais il demeure aux alentours de 30 %. Pour l'ensemble des jeunes, il est proche de 35 %, et légèrement inférieur à 25 % pour les femmes. Il est essentiel de régler ce problème pour la bonne santé de l'économie et de la société.

Pour vaincre la réticence des investisseurs et gagner leur confiance, les autorités doivent tout à la fois renforcer la gouvernance et l'efficacité de leurs organes de lutte contre la corruption, mettre en place un climat des affaires concurrentiel, appliquer un taux de change à sa juste valeur, inciter les investissements porteurs de productivité et alléger les formalités administratives. Elles contribueront ainsi à libérer le potentiel que présente le secteur privé pour offrir davantage de débouchés et d'emplois à tous les Tunisiens.